

Publication de rapport : L'exemple espagnol pour penser autrement l'immigration en France

« L'Espagne assume une politique migratoire singulière, fondée sur le travail et l'inclusion, son gouvernement actuel porte un discours humaniste dans un contexte européen de plus en plus polarisé et des politiques de fermeture et de rejet vis-à-vis de l'immigration. »

Le think tank Terra Nova publie une nouvelle étude écrite par Tania Racho, chercheuse en droit européen, et Antoine de Clerck, consultant indépendant. Les deux auteurs se sont penchés sur la politique migratoire espagnole, mettant en lumière les choix économiques et démographiques assumés par Madrid. Face au vieillissement de sa population et à ses besoins de main-d'œuvre, l'Espagne a misé sur l'inclusion par le travail et le dialogue social, des positions largement soutenues dans l'opinion publique espagnole. Deux propositions concrètes pour la France s'en inspirent.



Retrouvez la note complète sur notre site nova.fr

Dans la continuité de ses récents travaux sur l'immigration de travail en France, Terra Nova a souhaité poursuivre ses réflexions en analysant les différentes politiques migratoires des pays de l'Union européenne, à commencer par l'Espagne. Réalisée par Tania Racho et Antoine de Clerck, cette étude approfondie montre comment un pays garde-frontière de l'Europe a su transformer l'immigration en levier de croissance économique et de vitalité démographique.

Au cœur de ce travail : une singularité européenne. Loin de subir l'immigration, l'Espagne en a fait un choix stratégique. Tandis que le pays connaît un fort vieillissement, l'immigration alimente sa démographie et sa croissance économique, la plus forte en Europe. L'accès à l'emploi, les régularisations d'ampleur de travailleurs sans-papiers - on peut citer le programme de 2025 qui prévoit **la régularisation de 300 000 travailleurs sans-papiers par an d'ici 2027** -, la gestion de l'intégration par un ministère dédié en lien avec les communautés régionales, l'implication des partenaires sociaux dans les orientations migratoires : autant de leviers d'un modèle pragmatique, stable, et largement soutenu par l'opinion publique. Les résultats sont là : un PIB en hausse, une économie dynamique, une opinion tolérante, un niveau de polarisation maîtrisé du débat public.

Certes, la politique migratoire espagnole connaît des limites. Située en première ligne des routes migratoires, l'Espagne subit les tensions aux frontières de l'espace Schengen, avec des pratiques de contrôle externalisées dénoncées, un droit d'asile peu protecteur et des capacités d'accueil saturées. L'adoption du Pacte européen Asile et Migration en 2024 ne réduit pas cette pression. Ce paradoxe entre inclusion économique d'un côté, et logique sécuritaire aux frontières de l'autre, met en lumière l'impasse dans laquelle se trouvent aujourd'hui les politiques européennes fragmentées et peu solidaires.

L'étude inspire deux propositions pour la France, à même d'initier un changement de cap de sa politique migratoire :

- **Recentrer la politique migratoire sur l'intégration par le travail**, en en confiant l'orientation au ministère du Travail. Dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre dans certains secteurs, ce recentrage permettrait de rationaliser les régularisations, de fixer des critères clairs, et de relier immigration et besoins économiques.
- **Créer une instance permanente de dialogue social sur l'immigration**, sur le modèle de la Commission tripartite espagnole. Syndicats, patronat et État pourraient y construire ensemble une politique migratoire concertée, réaliste, et à même d'être comprise et soutenue par l'opinion publique.

Au-delà des enjeux économiques, cette orientation peut offrir une issue à la crise permanente du débat public sur l'immigration. En affirmant que les migrations peuvent être bénéfiques, pour l'économie comme pour la société, cette approche contribue à sortir des postures idéologiques et ouvre la voie à un débat plus apaisé. En témoignent les résultats de l'étude CREDOC menée pour Terra Nova : une majorité de Français est favorable à l'immigration de travail quand elle est encadrée.

L'Espagne n'est pas un modèle à copier, mais une expérience à considérer. Elle démontre qu'une politique migratoire peut être à la fois régulée, inclusive et efficace.

Les auteurs

Tania RACHO est chercheuse en droit européen, associée à l'IEDP de l'Université de Paris-Saclay, consultante indépendante, coordinatrice de l'association Désinfox-Migrations et assesseure à la Cour Nationale du Droit d'Asile.

Antoine DE CLERCK est consultant indépendant en stratégie et plaidoyer pour l'impact sociétal des organisations. Il accompagne depuis plusieurs années des associations travaillant sur les questions migratoires. Il a notamment co-créé et animé la campagne citoyenne Pour un débat apaisé, plaidant pour la tenue d'une Convention Citoyenne sur la Migration en France en 2023.

Qui sommes-nous ?

Terra Nova est un think tank progressiste indépendant fondé en 2008. Il produit des analyses et propose des solutions politiques innovantes pour la France et l'Europe, en favorisant un débat public éclairé.

<https://tnova.fr>

Etude réalisée en partenariat et avec le soutien de :



FONDATION ASL



Contacts presse

Justin Dérobert, Responsable de la communication de Terra Nova
06 70 40 24 76 - justin.derobert@tnova.fr